

CURICULLUM VITAE

Didier BLANC

10 avril 1967

Marié, deux enfants

STATUT

2014 - Professeur des universités, Université de La Réunion

2011-2014 Maître de conférences, Université de Perpignan *Via Domitia*

1999-2011 Maître de conférences, Université de Versailles Saint-Quentin

1996-1998 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Paris XIII

1992-1993 Moniteur en droit public, Université Paris V René Descartes

1991-1993 Allocataire de recherche, Université Paris II Panthéon-Assas

DIPLÔMES ET TITRES

2014 Agrégation de droit public (second concours)

2008 Habilitation à diriger des recherches

1999 Docteur en droit, Université Paris II Panthéon-Assas

L'institution parlementaire face à la fonction législative communautaire. Aspects du déficit démocratique, sous la direction de M. Bettati, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas. *Mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité*

1993 DEA de droit public interne, Université Paris II Panthéon-Assas (AB)

1990 DEA de droit communautaire, Université Paris II Panthéon-Assas (B)

1989 Maîtrise de droit international et européen, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (AB)

1988 Licence en droit, Université Toulouse I Capitole (AB)

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

*Université de La Réunion

2016 – **CM** Droit matériel de l'Union européenne (M 1 droit public)

2016 - **CM** Institutions européennes (L 2 droit)

2014 - **CM** Finances publiques nationales et européennes (LAP)

2014 - **CM** Droit administratif I (LAP)

2014 - **CM** Institutions administratives (L1, L2 droit)

2015-2016 **CM** Droit des collectivités territoriales (M1 droit)

2015-2016 **CM** Droit de l'Union européenne (LAP)

2014-2016 **CM** Système juridique de l'Union européenne (L3 droit)

2014-2015 **Séminaire** Méthodologie de la recherche (M1 droit public)

2014-2015 **CM** Institutions et politiques européennes (L3 AES)

*Université de Perpignan *Via Domitia*

2012-2014 **Séminaire** Méthodologie et lectures fondamentales (M2 droit)

2012-2014 **CM** Contentieux constitutionnel (M1 droit)

2011-2014 **Séminaire** Action publique et démocratie (M2 Recherche)

2011-2014 **CM** Droit des collectivités territoriales (L2 droit)

2011-2014 **CM** Institutions européennes (L 2 droit)

2011-2014 **CM** Introduction au droit public et droit constitutionnel (L1 droit)

2011-2012 **CM** Institutions administratives (L1 droit - AES)

*Université de Versailles Saint-Quentin

2006-2011 **Séminaire** Contentieux de l'Union européenne (M2 Recherche)

2006-2011 **CM** Droit de l'Union européenne (M2 Professionnel)

2006-2011 **CM** Culture générale - droit public interne et européen (I.E.J.)

2006-2011 **CM** Finances publiques (I.E.J.)

2006-2011 **CM** Principes fondamentaux de l'Union européenne (L1 droit)

2006-2011 **CM** Introduction au droit public et droit constitutionnel (L1 droit)

2002-2006 **CM** Droit public des biens (L3, droit)

2000-2001 **CM** Gouvernement local (L3, science politique)

1999-2006 **CM** Finances publiques (L2, droit)

1999-2005 **CM** Droit public général (MST, Protection judiciaire de la jeunesse)

1999-2002 **CM** Institutions administratives (L2, AES)

1999-2001 **CM** Droit constitutionnel (M1, AES)

*Autres établissements d'enseignement supérieur

2016-2017 Questions européennes CPAG IRA + CPI (IEP de Toulouse)

2013-2014 **Séminaire** Questions européennes (Prép'ENA, IEP de Toulouse)

2010-2014 **CM** Questions européennes (CPAG, Prép'ENA, IEP de Toulouse)

2008-2014 **CM** Institutions européennes - Ordre juridique européen (L2, ICT de Toulouse)

2007-2009 **CM** Finances locales (L2, LAP, UPVD)

*Missions d'enseignement à l'étranger

2009-2010 **CM** Finances publiques de l'Union européenne (M2, Université P. Maior, Roumanie)

2005-2006 **Séminaire** Droit communautaire (Master, Faculté de droit de Sousse, Tunisie)

COURS EN LIGNE

2011 - Politiques publiques de l'Union européenne, Erasmus multilateral projects : *Master professionnel européen d'administration publique*, Project n°510222-LLP-1-2010-1-RO-ERASMUS-ECDS, Label de qualité IDEL-International DEgrees Label, 104 p.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

OUVRAGES

A - Ouvrages personnels

- *Guide du droit de l'Union européenne*, Paris, Ellipses, 2008, 256 p.
- *L'Union européenne. Aspects institutionnels et politiques*, Paris, Ellipses, 2006, 352 p.
- *Les Parlements européen et français face à la fonction législative communautaire. Aspects du déficit démocratique*, Paris, L'Harmattan, 2004, 527 p.

B – Direction d'ouvrages

- *L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle*, RDUE, n° spécial à paraître.
- *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre unité constitutionnelle et diversité législative dans la République*, Aix-Marseille, PUAM, Collection Droit d'outre-mer, 2017 (à paraître), 266 p.
- *Age(s) et droit(s)*, Paris, Institut universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2016, 252 p.
- *Institutions européennes*, B. Boissard (codir.), Miskolc, Miskolc University Press, 2008, 406 p.

ARTICLES

Droit de l'Union européenne

Droit institutionnel de l'Union européenne

84. La parlementarisation de la fonction législative dans l'Union européenne, in I. Bosse-Platière (dir.), *La parlementarisation des processus d'intégration régionale*, à paraître (25 p.).
83. « Le contrôle parlementaire des propositions de directives en France sous la XIV^{ème} législature (2012-2017) », *Revue de l'Union européenne*, 2017, n° 611, p. 462-472.
82. L'Union européenne devant le Parlement français : XIV^{ème} législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, *Europe*, 2017, n°6, pp. 6-17.
81. L'exclusion du Conseil européen de la fonction législative : la lettre et l'esprit, *RTDE*, 2017, n°1, pp. 9-22.
80. Citoyenneté européenne et nationalité. La politique sans le politique, in J. Knetsch et E. Ralser (dir.), *Nationalité française et océan Indien*, Paris, Société de législation comparée, Coll. Colloques, vol. 30, 2017, pp. 173-197.
79. La simplification législative du droit de l'Union européenne, in D. Bert, M. Chagny et A. Constantin (dir.), *La simplification du droit. Recherches à la confluence de la légistique et de la pratique*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2015, pp. 79-101.
78. Le « principe de permanence » à l'oeuvre. Concordance des temps de la déclaration Schuman au traité de Lisbonne, in *Mélanges J. Molinier*, Paris, LGDJ, 2012, pp. 39-52.
77. Le triangle amoureux comme métaphore du triangle institutionnel ou le Parlement européen hors du placard, in *Réalisations et défis de l'Union européenne. Mélanges en hommage à P. Soldatos*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 11-26.
76. Dix ans de gouvernance européenne : quel bilan à tirer ? in J. Rios Rodriguez et G. A. Oanta (dir.), *Le droit public à l'épreuve de gouvernance*, Perpignan, PUP, 2012, pp. 133-147.
75. La fonction législative communautaire : la loi concurrencée, in F. Péraldi-Leneuf (dir.), *La légistique dans le système de l'Union européenne : quelle nouvelle approche ?* Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 45-64.
74. Le Parlement européen législateur, in M. Blanquet (dir.), *La prise de décision dans le système de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 91-126.
73. 9 novembre 1989-1er décembre 2009 : la démocratisation de l'Union européenne, *Studia Universitatis Petru Maior*, Historia, 2010, n°10, pp. 194-198.
72. Qui fait la législation européenne ? in *The role and the place of the law in knowledge society*, Annales de l'Université Constantin Brancusi, 2009, n°3, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 507-520.
71. La marche vers l'intégration européenne (1984-2009), *Studia Universitatis Petru Maior*, Historia, 2009, n° 9, pp. 287-298.
70. La relance par la réforme des institutions, in C. Philip et P. Soldatos (dir.), *Quelle relance de la construction européenne ?* Bruxelles, Bruylant, 2008, pp. 125-152.
69. Les institutions européennes en action, in D. Blanc et B. Boissard (dir.) *Institutions européennes*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 77-116 et pp. 128-130.
68. Les compétences communautaires, *idem*, pp. 169-175
67. Les actes communautaires, *idem*, pp. 187-212.

66. Du projet de traité instituant l'Union européenne (1984) au projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe (2003), in F. Astengo et N. Neuwahl (dir.), *A Constitution for Europe ? Governance and policy making in the European Union*, Montréal, Collection Études européennes, Université de Montréal, 2004, pp. 214-229.

Droit matériel et politiques de l'Union européenne

65. La coopération régionale dans l'océan Indien au prisme de l'Union européenne : entre décentralisation et déconcentration - La Réunion – Mayotte, in H. Pongérard-Payet, *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer*, L'Harmattan, à paraître (11 p.).

64. L'Union européenne, un espace de solidarité pour ses outre-mer intégrés, in F. Faberon (dir.), *L'Union européenne et ses outre-mers : quelle communauté de destin ?* Aix-Marseille, PUAM, à paraître, 16 p.

63. L'approche globale de l'Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement la stratégie réussie d'un acteur global, in Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, *Dire l'océan Indien*, Saint-Denis, Université de La Réunion – Epica Editions, 2017, vol. 2, pp. 349-367.

62. La coopération territoriale européenne dans l'océan Indien. Une contribution à l'indianocéanie ? Si loin, si proches, *Revue de l'Union européenne*, 2017, n°607, pp. 204-211.

61. La lutte de l'Union européenne contre la piraterie maritime dans l'océan Indien, *Revue de l'Union européenne*, 2016, n°603, pp. 610-617.

60. L'influence du droit de l'Union européenne dans le cadre de la reconnaissance juridique des personnes en situation de handicap, *RDLF* 2016, chron. n°21, 18 p. (www.revuedlf.com)

59. Les agences Europol et Eurojust et la lutte contre le terrorisme, in E. Saulnier-Cassia (dir.), *La lutte contre le terrorisme dans la jurisprudence et les normes de l'Union européenne*, Paris, LGDJ, 2014, pp. 103-125.

58. Qualité et libre circulation des produits de santé en droit de l'Union européenne, *RDSS*, 2014, n°6, pp. 1031-1038.

57. La planification des services de santé et le droit de l'Union européenne. Vers la reconnaissance d'une 'exception sanitaire' ou l'intégration de la santé au marché, *RTDE*, 2013, n°2, pp. 217-238.

56. L'Euratom et la constitution d'une Europe de l'énergie nucléaire : une politique publique à la vitalité paradoxale, in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et nucléaire*, Bruxelles, Bruylant, 2013, pp. 95-108.

55. La compatibilité de la planification sanitaire avec le droit de l'Union européenne, in J.-F. Calmette (dir.), *La santé publique à l'épreuve de la rareté*, Aix-en-Provence, PUAM, 2013, pp. 71-87.

54. Environnement et santé humaine : l'association de politiques publiques au service d'une législation européenne ambitieuse, *Europe unie*, 2012, n°6, pp. 167-174.

53. L'Union européenne face au handicap. Les tâtonnements d'une politique publique volontariste, in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et handicap*, Paris, Dalloz, 2010, pp. 91-111.

52. Les fonds structurels européens : un modèle d'intégration territoriale, *RMCUE*, 2010, n°535, pp. 87-90.

51. Essai de typologie des fonds structurels de l'Union européenne, *Curentul Juridic*, 2009, n°2, pp. 3-17.

50. Du développement durable dans les programmes territoriaux de l'Union européenne, in *Développement urbain durable*, International Conference on Economics, Law and Management, Université Petru Maior, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 33-44.

49. La cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne à l'épreuve de l'élargissement : le cas roumain, in *Interférences théoriques et pratiques entre le droit roumain et le droit communautaire*, Annales de l'Université Constantin Brancusi, 2008, n°2, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 1-5.
47. L'intégration territoriale européenne interne. Panorama de la cohésion économique et sociale, *Curentul Juridic*, 2008, n°3-4, pp. 7-18.
48. L'intégration territoriale européenne externe. Entre présent et avenir, in *Partenariat international et développement du territoire*, International Conference on Economics, Law and Management, Université Petru Maior, Miskolc, Miskolc University Press, 2007, pp. 425-438.
46. La politique européenne de voisinage : essai d'identification, in M.-F. Labouz, C. Philip et P. Soldatos (dir.), *L'Union européenne élargie et ses nouvelles frontières à la recherche d'une politique de voisinage*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 45-59.

Contentieux de l'Union européenne

45. L'arrêt *Costa* appréhendé par la doctrine contemporaine, *RDUE*, 2017, n°1, pp. 121-137.
44. Ombres et lumières portées sur la procédure du recours « en manquement sur manquement » : la Commission entre Tribunal et Cour de justice, *RTDE*, 2015, n°2, pp. 285-299.
43. *Les Grands arrêts du droit de l'Union européenne*, C. Boutayeb (dir.), Paris, LGDJ, 2014 :
- 22 juin 2010, *Melki et Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10 ;
 - 10 mars 2009, *Hartlauer*, aff. C-169/07 ;
 - 17 décembre 1998, *Baustahlgewebe GmbH*, aff. C-185/95 P ;
 - 14 décembre 1995, *Peterbroeck*, aff. C-312/93 ;
 - 24 avril 1980, *René Chatain*, aff. 65/79 ;
 - 29 novembre 1978, *Pigs Marketing Board*, aff. 83/78 ;
 - 4 avril 1974, *Commission/France*, aff. 167/73 ;
 - 14 juillet 1972, *ICI*, aff. 48/69 ;
 - 14 décembre 1971, *Politi*, aff. 43-71 ;
 - 31 mars 1971, *AETR*, aff. 22/70 ;
 - 25 juin 1970, *Commission/France*, aff. 26/69 ;
 - 3 février 1969, *Walt Wilhelm*, aff. 14/68 ;
 - 9 décembre 1968, *Salgoil*, aff. 13/68 ;
 - 4 décembre 1962, *Confédération nationale des producteurs de fruits et légumes*, aff. jtes 16/62 et 17/62 ;
 - 12 juillet 1957, *Algera*, aff. jtes 7/56, 3/57 à 7/57 ;
 - 29 novembre 1956, *Fédéchar*, aff. 9/55.
26. Les procédures du recours en manquement, le traité, le juge et le gardien : entre unité et diversité en vue d'un renforcement de l'Union de droit, in S. Mahieu, (dir.), *Contentieux du droit de l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 425-457.
25. Les effets et actions des voies de recours sur les Etats : l'exemple français, in D. Blanc et B. Boissard (dir.) *Institutions européennes*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 294-297.
24. CJCE, Parlement européen contre Conseil, 16 juillet 1992, aff. 65/90, *Exercices et corrigés, I.E.J.* Paris, Montchrestien, 1994, avec D. Fasquelle, pp. 125-136

Droit constitutionnel – Théorie du droit

23. L'insertion des collectivités d'outre-mer dans leur environnement régional : le dépassement de l'égalité réelle par l'altérité acquise, (16 p. à paraître)
22. Les naissances du droit public. Une généalogie en forme de trilogie, *RDP*, 2017, n° 5, pp. 1165-1183.
21. Au Panthéon des principes, la laïcité reconnaissante, in A.-F. Zattara-Gros et C. Kuhn (dir.), *Patrimoines et religions, Petites Affiches*, n° spécial, 31 mars 2017, n° 65, pp. 9-18.
20. La responsabilité politique du gouvernement français du fait de son action européenne : vingt ans de résolutions européennes de l'article 88-4 C (1993-2013), in P.-Y. Monjal, C. Geslot et J. Rosseto (dir.), *La responsabilité politique des exécutifs des Etats membres du fait de leur action européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 201-216.
19. La figure du président dans les cinémas français et américain, in J. Rios et P. Ségur (dir.), *Cinéma, droit et politique*, CinémAction, 2016, n°158, 10 p.
18. Le rôle des assemblées parlementaires en France au titre de l'article 88-4 de la Constitution. Essai d'identification entre au-delà et en deçà, *RAE*, 2015, n° 3, pp. 497-510.
17. La sanctuarisation constitutionnelle : la protection malgré elles des générations futures, in J.-P. Markus (dir.), *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?* Paris, Dalloz, 2012, pp. 113-128.
16. L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : l'hypothèque constitutionnelle française, *Revue de l'Union européenne (ex-RMCUE)*, 2011, n° 549, pp. 391-394.
15. La Constitution française et le traité de Lisbonne : *bis in idem*, *Annales de l'Université Constantin Brancusi*, 2010, n°1, Targu-Jiu (Roumanie), pp. 83-96.
14. La justiciabilité des limites au pouvoir constituant sous la Cinquième République. Propositions pour un contrôle du pouvoir de révision détenu par le Congrès. VIIème Congrès AFDC, *Cinquantième anniversaire de la Constitution de 1958*, Atelier *Constitution et pouvoir constituant* dirigé par MM. L. Jaume et J.-P. Machelon, septembre 2008 (14 p.).
13. Contribution à l'étude du « traité-constitutionnel » européen vu par le constituant : les pouvoirs du Parlement français entre continuités et ruptures. À propos de la loi constitutionnelle n°2005-204 du 1^{er} mars 2005, *RFDC*, 2005, n°64, pp. 845-874.

Contentieux constitutionnel

12. Les changements de l'Etat de droit : les quatre saisons du contrôle de constitutionnalité des lois en France, *Curentul Juridic*, 2010, n°2, vol. 41, pp. 13-24.
11. Décision n°2004-505 DC du 19 novembre 2004, TCE, in D. Blanc et B. Boissard (dir.) *Institutions européennes*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 68-71.
10. Les incidences du « traité-constitutionnel » européen sur la Constitution française : une affectation minimale. Retour sur la décision du Conseil constitutionnel n°2004-505 DC du 19 novembre 2004, Traité établissant une Constitution pour l'Europe, *Revue de la recherche juridique - Droit prospectif*, 2005, n°4, pp. 2257-2276.
9. Des limites au pouvoir constitutionnel de révision ou l'aiguilleur aiguillonné. À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 26 mars 2003, *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2003, n°4, pp. 2801-2822.

Droit administratif

8. L'action extérieure des collectivités d'outre-mer à la lumière de la loi du 5 décembre 2016 : vers une diplomatie ultramarine ? , avec F. T. Rakotondraso
7. La fonction publique nationale – Le cas de la France, in B. Boissard (dir.), *Droit administratif européen*, Miskolc, Miskolc University Press, 2008, pp. 62-71.
6. Le droit à l'expérimentation : la reconnaissance limitée d'un droit encadré, *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, La Documentation française, 2003, n°895, pp. 32-36.

ENCYCLOPÉDIE JURIDIQUE

5. *Contentieux de l'Union européenne*, Dictionnaire Jolycommunautaire, 2007, (45 p.).
4. *Sources et mise en oeuvre du droit communautaire*, Dictionnaire Jolycommunautaire, 2006, (26 p.).
3. *Cohésion économique et sociale*, Dictionnaire Jolycommunautaire, 2002, (39 p.).
2. *Libre circulation des capitaux*, Dictionnaire Jolycommunautaire, 1998, (15 p.).
1. *Politique régionale*, Dictionnaire Jolycommunautaire, 1996, (32 p.).

CHRONIQUES

- Responsable de la Chronique : L'Union européenne devant le Parlement français, revue *Europe*
- Responsable de la Chronique : Les politiques publiques internes de l'Union européenne, *Revue du droit de l'Union européenne*.

- Chronique de jurisprudence administrative, TA de Saint-Denis, req. n°1400781, Commune du Tampon et req. n°1400092, Département de La Réunion, *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI)*, 2016, n°23, pp. 51-54.

- Revue des revues de droit communautaire, *Annuaire Français de Relations Internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 1078 à 1085.

ACTIVITÉS DE VALORISATION DE LA RECHERCHE

- Direction de thèse -

Thèse soutenue :

Le principe de l'Union de droit de la Cour de justice de l'Union Européenne : articulation entre les droits anglais et français, thèse soutenue le 25 juin 2015 par M. Marcel Minsongui à l'UVSQ.

Thèses en cours :

M. Ahmadi Allaoui, *La démocratie locale dans l'Union des Comores : contribution à l'étude de l'évolution territoriale*, CRJ, depuis 2016.

- Jury de thèses -

Rapporteur de la thèse de M. Mohamed Moftah, *L'ordre juridique de l'Union européenne et la question des droits de l'Homme*, dir. M. le Professeur Quintane, Université de Rouen, 2016.

Suffragant de la thèse de Mme Florence Dios, *La coopération policière et judiciaire en matière pénale en Europe dans la lutte contre la traite des êtres humains*, dir. M. le Professeur M. Sousse, UPVD, 2011.

Rapporteur de la thèse de M. Dacian Gal, *Les positions politiques et juridiques de la Roumanie sur la politique européenne de sécurité et défense*, dir. M. le Professeur D. Dormoy, Université de Paris XI (Sceaux), 2010.

Rapporteur de la thèse de Mme Céline Boyer, *Étude critique de la notion de norme de droit : vers un droit existentiel*, dir. E. Savarese, maître de conférences HDR UPVD, 2009.

- Séminaires de Master 2 Recherche –

A côté de l'encadrement de nombreux mémoires de Master 2 (UVSQ et UPVD) et de divers travaux de recherche, constitution d'une base d'analyse jurisprudentielle en ligne.

ORGANISATION DE COLLOQUES

* L'Union européenne dans l'océan Indien : modèle de puissance ou puissance modèle, Université de La Réunion, 13 et 14 avril 2017.

* 1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République, Université de La Réunion, 14 avril 2016.

* Age(s) et droit(s), Université de Perpignan *Via Domitia*, 2 et 3 juin 2015.

COMMUNICATIONS COLLOQUES NATIONAUX et INTERNATIONAUX

* L'Union européenne et ses outre-mer : quand l'exception devient commune, *L'exception en droit de l'Union européenne*, Université Jean Moulin – Lyon 3, 12 et 13 octobre 2017.

* L'insertion des collectivités d'outre-mer dans leur environnement régional : le dépassement de l'égalité réelle par l'altérité acquise, *La loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle en outre-mer : entre ambition et réalisation(s)*, Université de La Réunion, 29 août 2017.

* L'Union européenne, un espace de solidarité pour ses outre-mer, *L'Union européenne et ses outre-mer : quelle communauté de destin ?* Université Clermont Auvergne, 7 avril 2017.

* La parlementarisation de la fonction législative dans l'Union européenne, *La parlementarisation des processus d'intégration régionale*, Université de Rennes I, IODE, 22 et 23 septembre 2016.

* Au Panthéon des principes, la laïcité reconnaissante, *Patrimoines et religions*, Université de La Réunion, CRJ, 5 avril 2016.

* Citoyenneté européenne et nationalité, *Nationalité française et océan Indien*, Université de La Réunion, CRJ, 9 novembre 2015.

* L'approche globale de l'Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement, *Dire l'indianocéanie*, Université de La Réunion, OSOI, 5 et 6 novembre 2015.

* L'influence du droit de l'Union européenne dans le cadre de la reconnaissance juridique des personnes en situation de handicap, *Les dix ans de la loi « Handicap de 2005*, Université de La Réunion, CRJ, 2 mars 2015.

* L'arrêt *Costa* appréhendé par la doctrine contemporaine, *Cinquante ans après Costa c/ E.N.E.L, quelle protection pour le justiciable ?* Université de La Réunion, CRJ, 19 novembre 2014.

* Qualité et libre circulation des produits de santé, *Qualité et santé : vers un nouvel ordre public sanitaire*, Université de Perpignan, CERTAP, 20 décembre 2013.

* L'Euratom et la constitution d'une Europe de l'énergie nucléaire, *Droit public et nucléaire*, Université de Versailles Saint-Quentin, VIP, 23 mai 2013.

- * La figure du président dans les cinémas français et américain, Le cinéma, miroir du droit et du politique, Université de Perpignan, CERTAP, 12 avril 2013.
- * La compatibilité de la planification avec le droit de l'Union européenne, *La santé publique à l'épreuve de la rareté*, Université de Perpignan, CERTAP, 14 décembre 2012.
- *La gouvernance : cheval de Troie de l'Union européenne ? *Le droit public à l'épreuve de la gouvernance*, Université de Perpignan, CERTAP, Journée d'études franco-espagnole, 30 septembre 2011.
- *Le contrôle parlementaire en France de la politique européenne du Gouvernement au titre de l'article 88-4 de la Constitution : microcosme de la nature *sui generis* de l'Union européenne, *Les Parlements nationaux et l'Union européenne*, colloque annuel CEDECE, 23-24 juin 2011.
- *La sanctuarisation constitutionnelle : la protection malgré elles des générations futures, *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?* VIP, Université de Versailles Saint-Quentin et Université de Poitiers, 10 et 13 décembre 2010.
- *L'Union européenne face au handicap, *Droit public et handicap*, VIP, Sénat, 8 février 2010.
- *La fonction législative communautaire : la loi concurrencée, *La légistique dans le système de l'Union Européenne : quelle nouvelle approche ?* IRDP, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université Lille 2, 14 décembre 2009.
- *Les fonds structurels européens : facteurs d'intégration territoriale, *Les collectivités locales, facteur de fédération dans l'Union européenne ?* CHERPA, IEP d'Aix-en-Provence, 12-13 mars 2009.
- *Du développement durable dans les programmes territoriaux de l'Union européenne, in *Développement urbain durable*, International Conference on Economics, Law and Management, Université Petru Maior, 4-7 juin 2008.
- *L'intégration territoriale européenne, in *Partenariat international et développement du territoire*, International Conference on Economics, Law and Management, Université Petru Maior, 29-3 juin 2006.
- * *A Constitution for Europe ? Governance and policy making in the European Union*, conférence biennale de l'Association d'Études sur la Communauté européenne – Canada, Montréal, 27-29 mai 2004.

CONFÉRENCES (animation et organisation, présidence de séances et tables rondes...)

- * Président de séance : *Cinq ans de départementalisation à Mayotte – Enjeux juridiques et économiques*, Université de La Réunion, 27 octobre 2016.
- * Fête du droit, Première édition, débat autour du film *Casus Belli*, Université de La Réunion, 23 mars 2016.
- * Journée doctorale, Atelier *Droit et dessins animés*, Université de La Réunion, 21 mai 2015.
- * Table ronde : Quelle véritable compensation du handicap ? *Les dix ans de la loi « Handicap de 2005*, Université de La Réunion, 12 mars 2015.
- * Cycle de conférences *Les midis du CERTAP 2013-2014* : 22 octobre, la désobéissance civile ; 12 novembre, missions de la police transfrontalière ; 26 novembre, la réglementation des jeux ; 25 février, actualités de l'OMC ; 18 mars, égalité et droits de la femme ; 2 avril, éthique et droit).
- * Exposition *Murs rebelles*, UPVD, 14-26 octobre 2013, conférence : 14 octobre 2013.
- * Cycle de conférences *Les midis du CERTAP 2012-2013* : 2 octobre, pluralité des ordres juridiques ; 16 octobre, gouvernance de la prostitution ; 20 novembre, les cabinets ministériels ; 26 février, étudier l'extrême-droite ; 19 mars, la Cour constitutionnelle allemande et le traité de Lisbonne ; 3 avril, la traite des êtres humains.
- * L'opposition dans les assemblées locales, UPVD, 13 novembre 2012.

- * Cycle de conférences *Les midis du CERTAP* 2011-2012 : 30 janvier, la protection des droits fondamentaux ; 13 février, la dette publique ; 27 février, les crises institutionnelles ; 12 mars, le vote Front national ; 27 mars, la compétence universelle ; 2 avril 2012, l'écologie politique.
- * Violences politiques et politiques violentes à la lumière des cas basque et corse, UPVD, 3 avril 2012.
- * Le traité de Lisbonne et sa ratification à travers les exemples français et tchèque, UVSQ, Conférences d'actualités, centre de recherches Versailles Institutions Publiques, 8 mars 2010.
- * Le Parlement européen, acteur méconnu de la construction européenne, UVSQ, 5 mars 2009.
- * Influence de l'Europe sur les politiques publiques locales : de l'effet de l'Europe sur les services publics et les fonctions publiques, UVSQ-CNFPT, 28-29 mai 2008.
- * L'élargissement et la réforme de l'Union européenne : regards croisés franco-roumains, UVSQ, 19 mai 2008.
- * La prochaine révision de la Constitution. Quelles attentes ? UVSQ-Assemblée nationale, 14 avril 2008.
- * Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : regards croisés - juridique, judiciaire et sociologique, UVSQ, 5 mars 2007.
- * Justice et politique, quelles relations après Outreau ? UVSQ, 9 mai 2006.
- * Les opérations immobilières des personnes publiques, UVSQ, 3 mars 2006.
- * La Cohésion économique et sociale : une politique publique en quête d'identité, UVSQ, 14 décembre 2005.
- * Les relations entre les acteurs des opérations immobilières publiques, UVSQ, 10 avril 2005.
- * *Islamisme radical, terrorisme et tissus urbains*, UVSQ, 6 janvier 2004.
- * Le rôle de l'économiste de la construction, UVSQ, 5 décembre 2003.

AUTRES (ANNALES, COMMUNICATIONS, ENTRETIENS, TRIBUNES)

- * Peer review février 2017, Special Edition 2017 Indian Ocean Islands: Environment, Ocean, Geopolitics, *Journal of the Indian Ocean Region* (Taylor and Francis).
- * La malédiction du Président de la République majoritaire sous la Cinquième République, *The conversation*, 6 décembre 2016.
- * La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ESPE, Académie de La Réunion, formation CAPA-SH (certificat d'aptitude pour les enseignements adaptés, l'aide spécialisée et la scolarisation des élèves en situation de handicap), 21 avril 2016.
- * La lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien, *Les Rencontres Mascareignes de l'Expertise*, Compagnie Nationale des Experts Médecins de Justice, Saint-Denis, 6 avril 2016.
- * La loi de séparation du 9 décembre 1905 : liberté, égalité, neutralité, *The conversation*, 9 décembre 2015.
- * *Changer de République ou changer la République ? Conférences du Master 2 de droit public*, Université de La Réunion, 17 octobre 2015.
- * L'antiquité gréco-romaine et les institutions politiques françaises de 1789 à nos jours, *Conférences de culture juridique*, Université de La Réunion, 8 octobre 2015.
- * *Annales Droit constitutionnel*, M. Verpeaux (dir.), Paris, Dalloz (2006-2014)
- * La fonction législative européenne, synonyme de déficit démocratique ? *Lexbase*, 30 mai 2013.
- * L'Union européenne prix Nobel de la paix, premier prix d'économie ? Commission européenne – Représentation régionale en France, UPVD, 31 janvier 2013.
- * Crises institutionnelles (France-UE), UPVD, Les Midis du CERTAP, 27 février 2012.

- * La réforme de la taxe professionnelle, *Gazette des Communes, des départements et des régions*, 9 novembre 2009, n° 2004, p. 14.
- * À quoi sert le Parlement européen ? Café-Débat Berchères sur Vesgre (Eure), 14 mai 2009
- * L'avenir de l'Union européenne, *Les Mardis de l'UVSQ*, le 11 mars 2008.
- * Les cinquante prochaines années de l'Union européenne, *Fenêtre sur l'Europe*, avril 2007.
- * Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : le regard du publiciste, *Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : regards croisés (juridique, judiciaire, sociologique)*, Droit de la Ville et des politiques urbaines, UVSQ, 5 mars 2007.
- * Les frontières de l'Union européenne : la Politique européenne de voisinage, une manœuvre dilatoire, *Fenêtre sur l'Europe*, mai 2006.
- * Le juge judiciaire, aspects constitutionnels, *Justice et politique, quelles relations après Outreau ?* UVSQ, 9 mai 2006.
- * *L'Union européenne et la Tunisie, entre association et voisinage*, Faculté de droit de Sousse (Tunisie), 28 avril 2006.
- * Perspectives de la Cohésion économique et sociale, *La Cohésion économique et sociale de l'Union européenne : une politique publique en quête d'identité*, UVSQ, 14 décembre 2005.
- * L'Europe démocratique : deux ou trois choses que je sais d'elle, *Europe plus*, avril 2005.
- * *La controverse des emplois publics ouverts aux ressortissants communautaires*, mémoire de DEA de droit public, dirigé par C. Goyard, Université Paris II Panthéon-Assas, 1993 (143 p.).
- * *Les procédures de recours ouvertes aux fonctionnaires devant la CJCE*, mémoire de DEA de droit communautaire, dirigé par M. Bettati, Université Paris II Panthéon-Assas, 1990 (177 p.).

ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION ET PÉDAGOGIQUES

- Membre de la commission pédagogique d'admission en Doctorat pour l'année depuis 2016
- Directeur du Master 1 & 2 Administration et droit de l'action publique de l'UPVD (2012-2014)
- Vice-doyen de la Faculté de droit et de science politique de l'UVSQ (2007-2011)
- Membre du Conseil scientifique de l'UVSQ (2008-2011)
- Membre du Conseil de la Faculté de droit et de science politique (2005-2009)
- Directeur adjoint du laboratoire *Droit de la Ville et des Politiques Urbaines* - DVPU EA 3643 - (2003-2008)
- Coordinateur du programme Erasmus et des échanges internationaux (2007-2011)
- Correspondant UNJF (2007-2011)
- Correspondant C2i® niveau 1 et 2 « Métiers du Droit » (2006-2011)
- Responsable pédagogique de première année (L1) (2003-2011)

ACTIVITÉS COLLECTIVES SCIENTIFIQUES

- Expert HCERES (2017)
- Membre du Conseil national des Universités (2015 -), section 02
- Membre suppléant du comité de pilotage de la fédération de recherche, Observatoire des sociétés de l'Océan indien, Fédération FED 4127, Université de La Réunion
- Membre du Centre de Recherche Juridique, Université de La Réunion (CRJ EA 14)
- Membre de la CEDECE (Association d'Études européennes)
- Membre de l'Association française de Droit constitutionnel (AFDC)
- Membre de *Trans Europe Experts*
- Membre du comité scientifique de la revue *Curentul Juridic*
- Membre du comité scientifique de la revue *Europe Unie*, revue d'études européennes (2008-2014)

DIVERS

Expertise auprès de la *Law Commission Reform* de la République de Maurice (juin 2015)

Président (emploi MCF 4156) et membre de comités de sélection (section 02)

Intervenant au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) de 2002 à 2008.

Enseignant-chercheur visiteur à la Faculté de Droit de l'Université de Sousse en 2006 (Tunisie).

Président du concours au recrutement des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) -
Ministère de la Justice (1999-2003).

Langues : anglais, lu, écrit, parlé ; espagnol, lu, écrit, parlé